

CONFÉRENCE DE PRESSE EàG – 6 décembre 2018

Intervention d'Onurhan Küçük de Solidarité&Ecologie *Migration / racisme*

Notre parti a décidé de rejoindre cette campagne sous la bannière Ensemble à gauche car nous soutenons l'idée d'une alliance unie pour proposer une alternative concrète à la politique menée par le gouvernement actuel et parce que nous refusons de nous associer à la politique social-libérale menée par le Parti Socialiste Vaudois et les Verts.

Voter Ensemble à gauche, c'est voter pour l'égalité des droits, pour une vraie politique d'hospitalité, d'intégration et contre toutes les formes de discriminations racistes. Ces engagements seront traduits notamment par les mesures suivantes :

L'arrêt des renvois Dublin. De nombreuses personnes fuient la guerre et la misère, les tortures et violations des droits humains dans des pays tels que la Syrie, l'Irak, l'Afghanistan, l'Erythrée, la Somalie ou l'Afrique subsaharienne. Le canton de Vaud applique la politique fédérale de renvoi des réfugié·e·s, sans examiner sur le fond leur demande d'asile (Accord de Dublin III). Ce n'est pas acceptable de mettre en œuvre une politique qui viole les droits fondamentaux. Il faut que cessent les renvois forcés- en particulier des familles, des femmes seules avec des mineurs -, ainsi que la mise en détention administrative et l'assignation à résidence de personnes dont le seul « tort » est d'être en situation irrégulière de séjour. Les requérant·e·s d'asile doivent être accueillis en respectant leurs droits. La désobéissance civile est un acte légitime de protestation pour s'opposer à la politique inhumaine menée par les autorités. Les autorités cantonales ont une marge de manœuvre. Le gouvernement pourrait refuser d'exercer certains renvois, ce que la majorité actuelle n'a pas le courage de faire, et à quoi nous nous engageons.

Le droit de travailler pour toute personne ayant un titre de séjour, y compris durant la procédure d'asile. Cette mesure offrira une meilleure intégration et une certaine diminution des risques de précarisation de ces personnes.

La régularisation collective des sans-papiers. Le canton doit engager une opération « papyrus », comme à Genève. Cette mesure permettra de nombreuses régularisations et une nette amélioration de la qualité de vie de ces personnes. Elles auront accès au marché du travail, aux soins et aux autres prestations sociales Et ne devront plus passer leur vie à se cacher.

Que tous les migrant·e·s établis dans le canton de Vaud disposent des mêmes droits politiques, sociaux, économiques que les citoyens.ennes suisses.

Que cesse tout profilage racial et toute violence policière motivé par le racisme envers les populations non blanches. Quelques 800 personnes ont participé le 10 mars 2018 à une manifestation dans les rues de Lausanne pour dénoncer les récentes bavures policières survenues et exprimer leur soutien aux victimes et à leur famille. Cette manifestation fait suite à la marche pacifique du 19 novembre 2016 qui avait déjà rassemblé quelques 600 personnes selon les médias. Les revendications de ces rassemblements citoyens ne doivent pas être ignorées et doivent être portées au gouvernement pour diminuer au maximum les risques que ces épisodes tragiques se répètent. Il est temps que les discriminations et les stigmatisations cessent !

Le soutien aux actions de parrainage de requérant·e·s d'asile déboutés, expression d'une solidarité citoyenne.

Conclusion : Au gouvernement, nous nous engageons à agir dans le sens d'un accueil digne des réfugié·e·s fuyant une situation de détresse quotidienne et des migrant·e·s en leur garantissant l'égalité des droits. Ces mesures favoriseront également la cohésion sociale en allant à l'encontre des catégorisations de la population. A plus large échelle, nous voulons rappeler que ce n'est pas la migration qui est un problème, mais les guerres et l'augmentation des inégalités de richesse dans le monde !